



Pour plus d'informations : <http://www.regionsfoodsummit.org/>

Session thématique 1

« L'amélioration de la disponibilité alimentaire : de la production à la commercialisation, quel appui des Régions/autorités locales ? »

18 janvier 2010 – 14h30-18h30

SYNTHESE

Président : M. Alain Yvergniaux, Conseiller Régional de Bretagne, France

Coordinateur : M. Christian Taupiac, Conseil Général du Ministère français de l'Agriculture et de la Pêche

Rapporteur : M. Mamadou Diallo, Directeur de l'Agriculture, Sénégal

Dans le contexte plus large de la problématique « sécurité alimentaire » qui englobe aussi les questions d'accessibilité aux denrées alimentaires (traitées par la session thématique 3) et de qualité nutritionnelle (session 2), l'amélioration de la disponibilité alimentaire du Sud, l'objet spécifique de la session thématique 1 était d'identifier les spécificités des acteurs « Régions » dans les partenariats entre/avec les niveaux internationaux, nationaux et locaux mais aussi entre/avec les systèmes de coopération étatique et/ou décentralisés, gouvernementaux, non-gouvernementaux, publics et privés. Il devait décrire comment les Régions s'organisent pour encourager la production agricole en fonction de logiques territoriales ? Quelles sont les multiples contraintes auxquelles elles sont confrontées ? Comment articuler les actions régionales, nationales et locales sur ces thèmes et si d'autres dispositifs restent à imaginer pour améliorer la disponibilité des denrées alimentaires ?

La synthèse suivante résume les différentes interventions des experts et des représentants régionaux et locaux, reprend les points clés des débats et fournit les recommandations mises en évidence par les participants à cette session pour démultiplier les actions régionales en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire.

A. Questionnement et expériences régionales présentées ¹ :

La session thématique a structuré ses travaux à partir d'un questionnaire ouvert sur cinq points :

- La dimension territoriale dans la gestion de la sécurité alimentaire,
- L'information relative aux ressources alimentaires, aux besoins,
- Les actions directes relatives au développement direct de la disponibilité,
- Les actions sur les contraintes structurelles agissant sur la disponibilité,
- Les stratégies de prévention et de gestion des crises alimentaires et autres calamités : alertes précoces, stocks de sécurité, mise en relation des zones excédentaires et déficitaires.

Huit communications alternant avec des discussions avec la salle, ont permis de documenter les débats :

¹ Les présentations complètes des différents intervenants sont disponibles sur le site internet du sommet dans la rubrique « documents fondamentaux » : <http://www.regionsfoodsummit.org/>

EN PARTENARIAT AVEC



Thème : Sécurité alimentaire et territoires, information

Communication 1 : « *Agriculture, accès à l'alimentation, nutrition : les Régions en action contre la crise alimentaire* » par M. **Hubert Henri Rakotondrazaka**, ancien Chef de la région Itasy à **Madagascar** ;

Communication 2 : « *la coopération transfrontalière en matière de sécurité alimentaire à travers le commerce des céréales et du bétail* » par M. **Ahmed Ibrahim Yakasai**, Commissaire, Ministère du Commerce, des Industries, des Coopératives et du Tourisme de l'Etat de Kano en République Fédérale du **Nigeria** ;

Communication 3 : « *la coopération transfrontalière dans la zone SKBO : régions des Hauts Bassins, des Cascades au Burkina Faso et au Mali à Sikasso* » par M. **Edmond Sougue**, Chargé de mission à l'Appui aux Politiques et Stratégies de Développement Territorial, Partenariat pour le Développement Municipal à Cotonou au **Bénin**.

Thème : Les Régions dans l'accroissement de la disponibilité alimentaire

Communication 4 : « *les synergies entre acteurs de la société civile et des collectivités territoriales d'un même territoire: une garantie pour un développement agricole durable et équitable permettant à tous d'avoir accès à une alimentation saine et suffisante* » par Mme **Clotilde Tascon Mennetrier**, Vice Présidente du Conseil Général d'Ille et Vilaine en France et Représentante des **Cités Unies France (CUF)** ;

Communication 5 : « *l'amélioration de la disponibilité alimentaire : de la production à la commercialisation, quel appui des Régions/autorités locales ?* », par M. **Crispim Moreira**, Secrétaire National du Secrétariat à la Sécurité Alimentaire (SESAN) au Ministère du Développement Social et de la Lutte Contre la Faim (MDS) au **Brésil**.

Thème : Les Régions et la gestion de crise

Communication 6 : « *Rôle des Collectivités territoriales (Régions) dans les Stratégies de prévention et de gestion des crises alimentaires et autres calamités* » par M. **Amadou Moctar Konaté**, Expert en sécurité alimentaire, Comité Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel à Bamako (**Mali**) ;

Communication 7 : « *Partenariats multi-acteurs innovants en agricultures vivrières* » par M. **Alain Yvergniaux**, Conseiller régional de Bretagne, à partir de l'exemple de coopération entre une région Française (Bretagne) et une organisation supranationale grande région Afrique (**UEMOA**) ;

Communication 8 : « *Gestion et la prévention des crises alimentaires : rôle des différents acteurs intervenant dans la gestion de la crise alimentaire de 2005 au Niger* » par le Professeur **Alpha Gado Boureïma**, Directeur du Laboratoire de Gestion et Préventions des catastrophes naturelles à l'Université Abdou Moumouni de Niamey au **Niger**.

B. Synthèse des débats et recommandations

Discussions et conclusions

Ces présentations ont ouvert quelques pistes d'intervention à explorer :

- la dimension **territoriale** de la problématique et des solutions,
- comment les régions du **Sud** et du **Nord** unies peuvent traiter la question de la sécurité alimentaire,
- le rôle des acteurs et des initiatives **locaux**,
- le partenariat entre **coopératives** agricoles **transfrontalières**,
- les **limites** des structures régionales et locales,
- la place des autorités **infra étatiques**

Au terme de ces présentations, le débat a été ouvert et la parole a été donnée tour à tour à quelques treize intervenants qui sont largement revenus, entre autres points, sur le partenariat et l'approche systémique, la nécessité de reconnaître les particularismes régionaux, l'articulation entre les différents niveaux de planification, l'aménagement du territoire, la question de la compétence et de l'expertise des régions etc. .

Contenus des débats et conclusions

Les débats avec une audience d'environ 100 personnes ont fait ressortir les préoccupations suivantes :

- la nécessaire prise en compte de la dimension **territoriale** de la problématique et des solutions, qui justifie à elle seule la place que les régions doivent occuper dans la préparation et la mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire,
- L'intérêt de la coopération entre régions du **Sud** et du **Nord**,
- le rôle des acteurs et des initiatives **locaux**,
- le partenariat entre **coopératives** agricoles **transfrontalières**,
- les **limites** de mandats et de capacités des structures régionales et locales.

Au l'issue des travaux, le président de session a soumis à l'approbation du sommet la synthèse des débats et **les quatre recommandations** ci-après :

- L'atelier a estimé que la région est l'échelon de pertinence pour croiser logiques transversales de territoires et de filières économiques.
- En ce sens les régions doivent être associées, responsabilisées voire mises en situation de pilotage dans la prévention et les stratégies mises en œuvre pour aboutir à la sécurité alimentaire. Elles doivent être au centre de la coordination des actions et des acteurs. Cette coordination permettra de valoriser les expertises reconnues de tous les acteurs sociaux, économiques et politiques et optimisera les stratégies et plans d'action régionaux.
- Cette fonction de coordination stratégique doit aussi assurer l'interconnexion efficace des zones à forte production et des zones déficitaires, dans le cadre d'un dispositif de veille et d'informations.
- En matière d'équipement, l'atelier a souligné le rôle crucial des régions dans l'identification des voies et moyen pour stocker à court et moyen terme les produits issus des différentes campagnes agricoles et inciter les collectivités territoriales à nouer des partenariats dans le cadre de la coopération décentralisée.
- Rendre effectif le transfert de compétences aux collectivités territoriales avec une mise à disposition de moyens financiers et de ressources humaines nécessaires pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques conséquentes de sécurité alimentaire.

On regrettera que faute de temps et du fait de la dimension de l'audience de cet atelier, **la thématique de l'information (qui collecte, gère, distribue l'information sur les marchés, le niveau des stocks, les prévisions de récolte et des besoins, l'identification des vulnérabilités ?) n'ait pas pu être pleinement abordée.**

D'expérience on sait que bien des crises sont provoquées par une mauvaise circulation de ces informations....